



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## LA SCENE MEDIATIQUE AU MOYEN-ORIENT A LA LUMIERE DU PRINTEMPS ARABE

Paloma Haschke\*

Le rôle « révolutionnaire » joué par les médias sociaux dans les événements du Printemps arabe semble évident. Ce phénomène a donné naissance à un écosystème médiatique inédit qui, à son tour, a initié une redéfinition du journaliste arabe et favorisé une ouverture du champ des ressources de mobilisation politique aux acteurs de la région.

En décembre 2010, en Tunisie, Mohammed Bouazizi, poussé à bout par l'injustice et l'autoritarisme du régime de Ben Ali, s'immole par le feu. Réalisé par des témoins de la scène munis de téléphones portables, le film de sa mort est récupéré par la chaîne d'information *Al Jazeera* qui, tel un amplificateur, diffuse cette information au monde entier. La récupération par les chaînes satellitaires de cet événement local (malheureusement loin d'être sans précédent) déclenche une vague de réactions régionales, premières ondes sismiques du Printemps arabe.

La chaîne, jusqu'ici tribune d'opposition pour des problématiques d'ordre principalement panarabe, devient alors, avec une ferveur sans précédent, une fenêtre sur les événements historiques qui se déroulent sur des théâtres nationaux arabes qu'elle retransmet en direct et en continu. De Sidi Bouzid à la place Tahrir, *Al Jazeera* met en image l'oppression et la violence dont sont victimes les masses arabes qui manifestent pour leur liberté et la démocratie. La chaîne se fait alors le relais de contenus mis en ligne par des activistes sur leurs blogs et sur des plateformes comme *Facebook*, *YouTube* ou *Flicker*. Sur leurs sites respectifs, les branches arabe et anglaise d'*Al Jazeera* mettent également en place des blogs et des fils *Twitter* pour permettre une retransmission des événements en temps réel.

Ce nouvel équilibre, caractérisé par l'intrication entre chaînes satellitaires et médias sociaux, a permis de faire entendre, au-delà de la blogosphère nationale, la voix d'acteurs représentatifs de leur société et de ses aspirations politiques, ce qui a contribué à amplifier l'impact de la contestation politique. A ce titre, le cas de l'Égypte est particulièrement représentatif. La visibilité des blogs sur la scène médiatique internationale leur a permis de devenir des éléments centraux de la vie politique nationale et de sortir de la marginalité pour devenir de véritables relais d'information et de discussion engageant différents éléments de la société. En devenant des médias de masse, ils sont devenus des vecteurs de changement et des acteurs à part entière du débat public.

Les médias sociaux et les nouvelles technologies de communication – *Facebook*, *Twitter*, *YouTube*, *Flicker* – ont permis de partager les informations, rassembler les manifestants, unifier leurs revendications et ont joué un rôle décisif dans l'extension de la vague révolutionnaire à l'ensemble de la région. Cette nouvelle réalité a été à l'origine d'une véritable redéfinition du journalisme arabe, de sa mission, désormais plus libre, plus engagée et davantage en prise avec les réalités locales.

L'articulation entre chaînes satellitaires – jusqu'alors assez hermétiques aux informations et aux reportages qui circulaient dans les milieux de l'activisme digital – et nouveaux médias a

projeté des blogueurs comme Slim Amamou en Tunisie et Wael Ghonim en Egypte sur le devant de la scène politique, brouillant ainsi davantage encore les lignes entre journalisme et activisme. Ce nouveau type de producteur de sens et d'information se distingue par son utilisation politique des technologies digitales pour atteindre le grand public de cet écosystème médiatique émergent qui articule nouvelles technologies et médias de masse. L'usage qu'il fait des réseaux sociaux et des nouvelles technologies de communication redéfinit la façon dont les événements sont couverts et retransmis en accordant une place plus centrale à la participation des acteurs locaux, que ceux-ci soient ou non journalistes.

Le cyberactivisme ou journalisme citoyen peut être défini comme l'utilisation d'Internet et des technologies de l'information et de la communication pour promouvoir une cause politique qu'il serait, sans cela, difficile de soutenir dans la réalité, c'est-à-dire au-delà des cercles virtuels. Les cyberactivistes s'appuient sur différentes technologies pour solliciter des répertoires émotionnels et symboliques et créer des contenus numériques par le biais desquels ils donnent un sens aux événements, dénoncent des abus ou des injustices et encouragent la mise en place de certaines politiques. La campagne '*Askar Kazeoun* (l'armée menteuse) lancée en Egypte au cours de l'été 2011 est un exemple emblématique du cyberactivisme. Ce collectif de volontaires sillonne le pays pour dénoncer les violences et les abus de l'armée envers les manifestants dont ils apportent des preuves visuelles (photos et vidéos). Dans des quartiers populaires, où les gens ont un accès restreint à l'information, ils organisent des projections dans les rues sur de grands draps ou les façades d'immeubles. Certaines vidéos sont parfois reprises par des chaînes de télévision ou commentées dans la presse.

Les nouveaux médias créent également des espaces d'expression qui génèrent des débats d'idées et contribuent à la formation d'identités politiques. Depuis les révolutions arabes, les médias sociaux ne sont plus seulement des éléments de la culture jeune et populaire : ils font partie intégrante de la sphère politique. Cet écosystème qui s'établit entre nouveaux

médias et médias traditionnels entraîne – par le biais d'un recours à de nouveaux supports et d'un bouleversement des structures de production de l'information – une redéfinition du champ médiatique arabe. Un tel phénomène permet à des acteurs, jusqu'ici en marge du débat public, d'accéder aux moyens de communication de masse qui leur étaient auparavant interdits. L'éventail des ressources disponibles pour la mobilisation politique de ces acteurs se trouve ainsi élargi et les coûts de l'action protestataire collective réduits par l'utilisation d'Internet

A la fin de l'été 2011, dans le cadre du projet intitulé Project on Information Technology and Political Islam (PITPI), une équipe de recherche de l'université de Washington a entrepris de décrypter plus de trois millions de *tweets*, un volume important de vidéos du site *YouTube* et le contenu de nombreux blogs afin de déterminer l'impact d'Internet et de médias sociaux tels que *Twitter* et *Facebook* sur le Printemps arabe et voir si celui-ci pouvait réellement être qualifié de révolutionnaire<sup>1</sup>. Les chercheurs sont arrivés à la conclusion qu'en Egypte et en Tunisie, les échanges en ligne sur les mouvements de protestation ont souvent précédé de peu le déclenchement des mobilisations de rue. Les médias sociaux ont permis aux populations de la région de partager témoignages et informations y compris pendant les manifestations. Le rapport établit que ce type de pratique a inspiré les pays voisins et permis l'extension de la vague révolutionnaire à l'ensemble de la région.

Au cours de la semaine qui a précédé le départ d'Hosni Moubarak, le nombre de *tweets* relatifs au changement politique en Egypte a littéralement décuplé. Par ailleurs, environ cinq millions et demi d'internautes ont visionné des vidéos de manifestations sur *YouTube*. Enfin, le nombre de contenus mis en ligne sur *Facebook* et sur des blogs politiques par des groupes d'opposition au régime a connu une augmentation sans précédent. Ces chiffres

---

<sup>1</sup> Project on Information Technology and Political Islam, "Opening Closed Regimes: What Was the Role of Social Media During the Arab Spring?", Working Paper n°1, 2011, disponible en ligne: <http://pitpi.org/index.php/2011/09/11/opening-closed-regimes-what-was-the-role-of-social-media-during-the-arab-spring/>

mettent en lumière la capacité des médias sociaux à créer des réseaux de communication qui ont favorisé la rencontre réelle et non plus seulement virtuelle d'individus venus d'horizons différents et l'émergence d'organisations politiques aux structures souples et dynamiques. Ils mettent également en évidence la ressource politique que pouvait constituer *Facebook* et qui a été révélée par les révolutions tunisienne et égyptienne. Ce fonctionnement en réseaux, qui s'appuie sur des structures organisationnelles horizontales et diffuses, a facilité la mise en place de stratégies de mobilisation ; les manifestations ont davantage résulté de processus de rassemblement et de pratiques collectives qu'elles n'ont été initiées par des individus en quête d'un statut de leader.

Pour autant, le Printemps arabe ne peut être qualifié de révolution *Facebook* ou *Twitter*. Les réseaux sociaux ne sont pas en eux-mêmes des formes d'organisation mais restent des moyens de communication dont l'impact sur la société dépend des acteurs qui les utilisent. Les liens virtuels qu'ils créent ne seront jamais suffisants pour consolider, sur le terrain, des mouvements politiques susceptibles de provoquer le changement. La réaction des Egyptiens face à la tentative du régime de couper Internet afin d'étouffer la mobilisation politique en est une parfaite illustration. Paradoxalement, cette décision a facilité l'évolution de la mobilisation en ligne vers des manifestations de rue. Isolés, sans connexion internet pour suivre les événements et rester en contact, les gens sont descendus dans la rue pour savoir ce qui se passait et prendre part aux manifestations.

Parallèlement à cette émergence des nouvelles technologies de l'information et des acteurs locaux qui les utilisent comme éléments centraux de la sphère politique et médiatique, il semble que les médias panarabes, comme *Al Jazeera*, aient à redoubler d'efforts pour demeurer des relais d'information crédibles au niveau national. La couverture partielle faite par la chaîne qatarie de la violente répression au Bahreïn et la nomination d'un membre de la famille régnante de l'émirat au poste de directeur général d'*Al Jazeera* font que la chaîne est aujourd'hui de plus en plus perçue comme un soutien direct à la diplomatie qatarie. Par

son incapacité à représenter les différentes voix du public arabe, elle est aujourd'hui dépassée par le nouvel écosystème médiatique qu'elle a largement contribué à mettre en place. Internet et les réseaux sociaux sont désormais des sources d'information. Ce phénomène entraîne une profonde redéfinition du champ médiatique, des processus d'élaboration et de transmission de l'information et enfin, de la mission même du journaliste arabe.

**\*Paloma Haschke est doctorante au CERI-Sciences Po**